



Elections allemandes : la chute de la CDU souligne le déclin des conservateurs européens

Les chrétiens-démocrates allemands enregistrent le plus mauvais résultat de leur histoire. Si la chancellerie leur échappe, le Parti populaire européen ne comptera plus que sept chefs de gouvernement dans l'UE.



Angela Merkel et Ursula von der Leyen au congrès du PPE de novembre 2019 à Zagreb où l'ancien Premier ministre polonais Donald Tusk fut élu président. (Denis LOVROVIC/AFP)

Les unions chrétiennes (CDU et CSU bavaroise) n'ont recueilli qu'autour de 25 % des voix aux élections législatives de ce dimanche, soit 8 points de moins qu'en 2017. Privées du capital politique accumulé par Angela Merkel au cours des seize dernières années, elles ont réalisé leur plus mauvais score depuis la fondation de la RFA en 1949. Comme les sociaux-démocrates dans les années 2000, les conservateurs allemands doivent cette fois renoncer au concept de « Volkspartei », de parti populaire capable de rassembler une large fraction de l'électorat - tout au long des années 1980, Helmut Kohl a récolté plus de 40 % des voix.

La CDU connaît donc en 2021 le sort qu'ont connu d'autres grands partis conservateurs ailleurs en Europe, comme Les Républicains en France ou le Partido popular en Espagne. Cette déroute accentue encore le déclin du Parti populaire européen (PPE), qui a longtemps dominé l'échiquier politique de l'UE. Si la Chancellerie de Berlin échappe à la CDU, le PPE ne comptera plus que sept chefs de gouvernement dans l'Union (en Autriche, en Roumanie, à Chypre, en Croatie, en Lettonie, en Grèce et en Slovénie), à peine plus que les libéraux ou les sociaux-démocrates.



[Visualiser l'article](#)

Contraste avec 2010

Aucun conservateur ne dirige les « grands » pays - Mario Draghi en Italie est comptabilisé comme indépendant. Aucun dans les Etats membres fondateurs. Un comble pour un parti « dont les racines puisent dans l'histoire et la civilisation du continent européen et qui a, dès l'origine, oeuvré pour le projet européen », selon sa propre définition.

Quel contraste avec le début des années 2010, quand étaient au pouvoir, aux côtés d'Angela Merkel, Nicolas Sarkozy à Paris, Silvio Berlusconi à Rome et Jan Peter Balkenende à La Haye, tandis que Mariano Rajoy préparait sa conquête de la Moncloa. Le PPE ne détient plus aujourd'hui qu'un grand poste institutionnel, en la personne d'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, issue de la CDU.

« Mais encore, sa nomination en 2019 n'a pas été fluide, Angela Merkel ayant alors quasiment accepté l'idée de voir le travailliste néerlandais Frans Timmermans à la tête de l'exécutif européen », rappelle Eric Maurice, de la Fondation Robert Schuman. « La présidence du Conseil européen est en outre occupée par le libéral belge Charles Michel. Le président du Parlement européen, David Sassoli, est un social-démocrate italien et le chef de la diplomatie, Josep Borrell, est un socialiste espagnol », ajoute le chercheur.

Déclin à Strasbourg

Voilà des années que l'influence du PPE décline au Parlement européen, même si le secrétaire général de l'Assemblée, le chrétien-démocrate allemand Klaus Welle, semble indéboulonnable depuis 2009. « L'Assemblée de Strasbourg a longtemps été dominée par un duopole entre les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, mais la fragmentation du paysage politique européen a fait exploser ce système », explique pour sa part Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman.

Au terme d'un accord conclu en 2019, David Sassoli devrait céder son fauteuil début 2022 à un conservateur - le PPE songe à proposer la Maltaise Roberta Metsola ou la Néerlandaise Esther de Lange. Mais l'Italien semble déterminé à s'y maintenir, arguant de la pandémie qui a considérablement parasité son mandat. La déroute de la CDU joue indirectement en sa faveur.